

**Union européenne - CETA - Canada  
- Climat - Réponse de M.  
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire  
d'Etat auprès du ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
à une question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale  
(Paris, 31 janvier 2018)**

Question sur le traité CETA et le climat

Monsieur Orphelin, oui, la force de ce Gouvernement et de cette majorité est de réconcilier l'écologie et l'économie.

Nous revendiquons une ambition commerciale internationale forte pour la France. On ne peut pas à la fois verser des larmes de crocodile sur notre déficit commercial et ne pas chercher de nouvelles opportunités, de nouveaux débouchés pour nos producteurs.

C'est le cas avec ce traité entre l'Union européenne et le Canada, qui a permis, en 2017, à notre production de vins et spiritueux d'augmenter de 9 %, qui a relancé notre production de fromage et de lait.

En même temps, nous avons également une ambition environnementale affirmée.

Savez-vous, monsieur le président Jacob, que seulement 1 % du quota canadien est utilisé ? Il faut rappeler la vérité.

Cette ambition environnementale nous conduit à créer une forme de veto climatique auquel la Commission et le Canada ont donné leur accord ; il va donc voir le jour. Avec Brune Poirson, nous travaillons, en lien avec les ONG à un suivi scrupuleux des engagements environnementaux pris par la Commission. Nicolas Hulot et Catherine McKenna, son homologue canadienne, travaillent à des mesures très concrètes qui seront annoncées d'ici quelques semaines.

La nouveauté, c'est aussi que cet accord sera mis sous le signe de la déontologie et de la transparence, qui vont guider l'action de la cour sur l'investissement. Cet organe travaillera avec des instituts de recherche pour réaliser des études d'impact exemplaires, comme l'a demandé la présidente de la commission des affaires étrangères de votre assemblée.

Nous vous appelons aujourd'hui à écrire une nouvelle page de l'histoire des relations entre la France et le Canada, sous le signe de la confiance ! ./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)